

### 1 Services de soins de santé dans le marché intérieur

---

- Comité économique et social européen : étude relative aux professions libérales
- Décision du Conseil supérieur néerlandais : indemnisation de soins non conventionnés
- Belgique : prestations délivrées à l'étranger requérant une autorisation préalable

### 2 Médicaments et dispositifs médicaux

---

- Conseil : échange d'informations sur les prix des médicaments pour l'hépatite C
- Conseil et Commission : mise en œuvre du plan d'action relatif aux contrôles sur les dispositifs médicaux
- Commission européenne : logo pour les pharmacies en ligne
- La Banque européenne d'investissement (BEI) et UCB : partenariat pour le développement de médicaments
- Agence européenne du médicament (EMA) : avis scientifique de l'Agence européenne du médicament et des agences HTA à l'attention de l'industrie pharmaceutique
- EMA : accès aux données des essais cliniques
- EMA : consultation sur l'accès à la banque de données EudraVigilance

### 3 Santé publique

---

- Commission européenne : documents sur la sécurité des patients
- Commission européenne : groupe d'experts sur la lutte contre le cancer
- Conseil : conclusions sur la crise économique et la santé
- Panel d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé (EXPH) : avis sur les soins de santé de première ligne
- Commission européenne et EXPH : consultation publique sur un agenda européen relatif à la qualité des soins
- Belgique : examen par les pairs sur l'évaluation de l'efficacité des systèmes de santé (HSPA) de l'UE

### 4 Politique sociale

---

- Conseil : débat concernant les volets emploi et politique sociale des recommandations par pays (CSRs) pour 2014
- Comité de la protection sociale (CPS) : conclusions sur la mise en œuvre des recommandations par pays de 2013

- CPS et Conseil : évaluation des questions horizontales relatives au Semestre européen 2014
- CPS et Conseil : rapport sur les dispositions appropriées concernant les soins de longue durée
- CPS : rapport sur la faisabilité de la coordination ex ante de la politique sociale

## **5 e-Health**

---

- Réseau e-Health : plan de travail pluriannuel
- Commission européenne : normes techniques pour les utilisateurs de la technologie RFID

## **6 Politique économique**

---

- Commission européenne : proposition de recommandations par pays (CSRs)
- Conseil européen : approbation des recommandations par pays
- Conseil : adoption des recommandations par pays
- Parlement européen : implémentation limitée des recommandations
- Commission européenne : quatrième révision du programme d'ajustement économique pour Chypre
- Task force pour la Grèce : septième rapport d'activités

## **7 Cour de Justice de l'Union européenne**

---

- Arrêt : les termes « lieu de résidence » et « lieu de séjour » dans le Règlement portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale
- Arrêt : les produits à base de plantes aromatiques et de cannabinoïdes ne sont pas des médicaments
- Arrêt : exception « in house » sur l'application des règles EU en matière de marchés publics
- Arrêt : application de la directive sur les pratiques commerciales déloyales aux titulaires d'une profession libérale, aux dentistes et aux kinésithérapeutes
- Conclusions de l'avocat général : régime de responsabilité relatif aux médicaments
- Conclusions de l'avocat général : droit de bénéficier, à l'étranger, de soins de santé figurant parmi les prestations couvertes mais non disponibles dans le pays propre
- Conclusions de l'avocat général : la notion d'embryons humains
- Conclusions de l'avocat général : exclusion des homosexuels des dons du sang

## **8 Concurrence**

---

- Commission européenne : amende infligée à Servier et à cinq fabricants de médicaments génériques
- Commission européenne : enquête sur les accords en matière de fixation des prix entre les fabricants de médicaments génériques
- Commission européenne : reprise du groupe Het Gastenhuis par Amvest Vastgoed B.V.
- Commission européenne : acquisition de l'entreprise Independent Clinical Services Group Limited (ICS) par TowerBrook Investors Limited

- Commission européenne : projet d'entreprise commune entre Allergopharma, Stallergenes et LETI
- Commission européenne : projet d'entreprise commune entre Fresenius SE & Co. KGaA et Sistema JSFC
- Commission européenne : reprise de GHD par Nordic Capital
- Commission européenne : reprise de EdRCP par Bridgepoint
- Estonie : transparence dans le financement des prestations médicales
- Irlande : engagement pris par l'Organisation médicale irlandaise (IMO) à l'égard du Tribunal Supérieur
- Royaume-Uni : renforcement de la concurrence dans le secteur privé des soins de santé
- Chypre : étude sur la vente d'un capteur de glucose sanguin aux distributeurs et aux services publics
- Royaume-Uni : approbation quant à la reprise d'hôpitaux

---

## 9 Procédures d'infraction

- Irlande : octroi d'une allocation pour garde en cas de séjour dans un autre État membre
- Douze États membres : transposition de la directive sur les soins transfrontaliers
- Belgique, Irlande, Luxembourg et Portugal : reconnaissance transfrontalière des prescriptions médicales

---

## 10 Divers

- Fonds structurels et d'investissement européen (ESI) : accords de partenariat
  - Belgique : rapport annuel de l'Observatoire de la mobilité des patients
  - Commission européenne : services de soins de santé relevant du champ d'application du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)
  - Commission européenne : état d'avancement des négociations TTIP
  - TTIP : mise en garde de groupes d'action quant au caractère irréversible de la privatisation du système des soins de santé britannique
  - TTIP : demande d'une coalition d'ONG du secteur de la santé en vue d'exclure le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS)
  - L'Accord sur le commerce des services (TISA-ACS) : mise en garde des Verts quant à l'impact sur les services publics
  - DRESS (France) : rapport sur les dépenses de protection sociale en Europe
  - Règlement de l'UE sur la protection des données : inquiétude de la Société européenne pour l'oncologie médicale (ESMO) quant à l'avenir de la recherche sur le cancer
  - OCDE : statistiques sur la santé 2014
  - Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe: l'accès universel aux soins de santé compromis par la crise
-

## 1 Services de soins de santé dans le marché intérieur

### Comité économique et social européen : étude relative aux professions libérales

Le Comité économique et social européen a présenté les résultats d'une étude relative aux professions libérales, qui confirment largement les recommandations émises par le Comité au mois de mars de cette année. Les deux documents insistent en particulier sur l'importance et le rôle de la régulation dans ce secteur.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) PDF

### Décision du Conseil supérieur néerlandais : indemnisation de soins non conventionnés

Les assurés néerlandais disposant d'une police couvrant des soins médicaux en nature, peuvent également bénéficier d'un remboursement plafonné pour des soins délivrés par un prestataire de soins non conventionné. Ainsi les Pays-Bas avaient appliqué aux dispensateurs de soins nationaux les principes issus de la jurisprudence européenne sur le remboursement des soins à l'étranger. L'assureur de soins CZ a ramené le taux d'indemnisation des soins non conventionnés de 75 à 50 pourcents du tarif conformément au marché. Selon la décision du Conseil Supérieur, les assureurs ne peuvent indemniser des patients ayant recours à des soins non conventionnés à un taux aussi bas, les empêchant de choisir librement le dispensateur de soins.

DOC 1 [NL](#) HTML | DOC 2 [NL](#) HTML

### Belgique : prestations délivrées à l'étranger requérant une autorisation préalable

L'arrêté ministériel fixant pour la Belgique la liste des prestations de santé soumises à une autorisation préalable en exécution de la directive européenne sur les soins de santé transfrontaliers a été publié au Moniteur belge le 22 juillet 2014.

DOC [NL/FR](#) HTML

## 2 Médicaments et dispositifs médicaux

### Conseil : échange d'informations sur les prix des médicaments pour l'hépatite C

La délégation française a attiré l'attention du Conseil des ministres de la santé sur le prix trop élevé des nouveaux médicaments contre l'hépatite C pour les budgets santé des États membres. Sa suggestion de créer un réseau d'échange d'informations entre États membres a reçu le soutien de nombreux États membres.

DOC [EN](#) - [FR](#) PDF

### Conseil et Commission : mise en œuvre du plan d'action relatif aux contrôles sur les dispositifs médicaux

La Commission européenne a publié un document de travail relatif à l'implémentation du plan d'action adopté par la Commission et les États membres suite au scandale des implants mammaires défectueux produits par la société française PIP. Ce plan d'action vise à améliorer les contrôles sur base de la législation existante relative aux dispositifs médicaux. Le Conseil (EPSCO) a examiné ces actions.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

### Commission européenne : logo pour les pharmacies en ligne

En exécution de la directive sur les médicaments falsifiés (2011/62/EU), la Commission a approuvé une directive instaurant un logo commun pour les pharmacies en ligne. La directive comporte en outre des prescriptions techniques garantissant l'authenticité de ces derniers.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

### La Banque européenne d'investissement (BEI) et UCB : partenariat pour le développement de médicaments

La Banque européenne d'investissement (BEI) a signé un accord avec la firme biopharmaceutique belge UCB dans le cadre duquel elle s'engage à financer des projets R&D d'UCB pour un montant allant jusqu'à 75 millions d'euros.

DOC [EN](#) HTML

### Agence européenne du médicament (EMA) : avis scientifique de l'Agence européenne du médicament et des agences HTA à l'industrie pharmaceutique

L'Agence européenne du médicament (EMA) a publié un projet de directive sur des procédures de test permettant à l'Agence européenne du médicament ainsi qu'aux agences nationales pour l'évaluation des technologies de la santé (ETS) de rendre un avis scientifique parallèle à l'industrie pharmaceutique.

DOC [EN](#) PDF

Dans une réponse conjointe à la consultation, différents organismes œuvrant au sein du secteur de la santé (l'ISDB, le MiEF, la HAI Europe et l'AIM) ont prévenu que des trilogies précoces et opaques entre l'EMA, les agences pour l'évaluation des technologies de la santé et les entreprises pharmaceutiques pouvaient entraîner une emprise réglementaire accrue et compromettre l'indépendance des décisions relatives à la fixation des prix et au remboursement.

DOC [EN](#) PDF

### EMA : accès aux données des essais cliniques

En réponse à la critique du médiateur européen, de chercheurs et d'experts issus du secteur de la santé, l'EMA a procédé à la révision de sa politique de transparence en matière d'essais cliniques. Elle a supprimé les restrictions à sa politique de partage des données à des fins de recherche non commerciales.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

### EMA : consultation sur l'accès à la banque de données EudraVigilance

L'Agence européenne du médicament lance une consultation publique sur l'actualisation de sa politique, afin de faciliter l'accès pour les scientifiques et l'industrie aux données de sa banque de données EudraVigilance relative aux effets secondaires présumés des médicaments.

DOC [EN](#) HTML

## 3 Santé publique

### Commission européenne : documents sur la sécurité des patients

La Commission européenne a publié un ensemble de documents relatifs à la sécurité des patients, qui alimenteront le processus de réflexion relatif aux mesures à prendre au niveau de l'UE pour améliorer la sécurité des patients et la qualité des soins.

Le dossier comporte trois documents :

- un rapport sur la mise en œuvre de la recommandation du Conseil de 2009 relative à la sécurité des patients. Ce rapport propose une liste d'actions;
- les résultats de l'enquête «Eurobaromètre sur la sécurité des patients et la qualité des soins»;
- les résultats de la consultation publique.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

#### Commission européenne : groupe d'experts sur la lutte contre le cancer

La Commission européenne a créé un groupe d'experts pour la lutte contre le cancer. Celui-ci assistera la Commission dans le cadre de l'élaboration d'instruments juridiques et de documents politiques.

DOC [EN](#) HTML

#### Conseil : conclusions sur la crise économique et la santé

Le Conseil des ministres de la santé a adopté des conclusions sur la crise économique et les soins de santé. Les conclusions examinent plus en détail les conséquences de la crise économique pour les systèmes de santé et l'accès aux soins de santé. Des pistes y sont proposées pour en renforcer la résilience.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

#### Panel d'experts sur les moyens efficaces d'investir dans la santé (EXPH) : avis sur les soins de santé de première ligne

L'EXPH a approuvé son avis final sur l'établissement d'un cadre de référence pour les soins de santé de première ligne. L'avis se concentre sur les systèmes de financement et de renvoi.

DOC [EN](#) HTML

#### Commission européenne et EXPH : consultation publique sur un agenda européen relatif à la qualité des soins

La Commission européenne et l'EXPH organisent une consultation publique sur un projet d'avis relatif au futur agenda de l'Union européenne en matière de qualité des soins, avec comme point d'orgue la sécurité du patient.

DOC [EN](#) HTML

#### Belgique : examen par les pairs sur l'évaluation de l'efficacité des systèmes de santé (HSPA) de l'UE

L'évaluation HSPA est un instrument qui permet aux décideurs politiques d'évaluer l'efficacité de leurs systèmes de santé. Une « peer review » a été organisée en Belgique afin d'élaborer les méthodes et instruments nécessaires au développement du HSPA au sein de l'UE.

DOC [EN](#) HTML

## 4 Politique sociale

#### Conseil : débat concernant les volets emploi et politique sociale des recommandations par pays (CSRs) pour 2014

Le Conseil EPSCO a mené un débat politique sur le Semestre européen 2014 et a approuvé ses contributions au Conseil européen concernant les volets emploi et politique sociale des recommandations par pays ainsi que les résultats de la surveillance multilatérale.

DOC [EN](#) - [FR](#) PDF

#### Comité de la protection sociale (CPS) : conclusions sur la mise en œuvre des recommandations par pays de 2013

Le CPS a adopté des conclusions sur l'implémentation par les États membres des recommandations par pays en matière de protection et d'inclusion sociales. Ces conclusions permettent de préparer la décision du Conseil sur les recommandations par pays pour 2014 et sont le fruit de la surveillance multilatérale. En ce qui concerne les soins de santé, elles ont été adoptées conjointement avec le Groupe de travail du Conseil des Séniors de la Santé ("Council Working Party on Public Health at Senior Level").

DOC [EN](#) PDF

## ➤ **CPS et Conseil : évaluation des questions horizontales relatives au Semestre européen 2014**

Le CPS a procédé à une évaluation des questions horizontales de l'ensemble des recommandations du Conseil pour 2014 et de l'implémentation des recommandations par pays de 2013. Il demande, entre autres, de limiter, notamment en matière de soins de santé, le nombre de recommandations sociales par pays, reprises sous la procédure des déséquilibres macro-économiques. Le CPS affirme également que les recommandations en matière de soins de longue durée devraient être examinées par les ministres compétents. Le Conseil des ministres des affaires sociales a approuvé les messages clés de cette évaluation.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

## ➤ **CPS et Conseil : rapport sur les dispositions appropriées concernant les soins de longue durée**

Le Conseil a approuvé un rapport du CPS concernant la nécessité d'instaurer une protection sociale adéquate capable de répondre aux besoins en soins de longue durée dans une société vieillissante. Le rapport se penche sur la mise en place de dispositions appropriées et durable en matière de soins de longue durée.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) PDF

## ➤ **CPS : rapport sur la faisabilité de la coordination ex ante de la politique sociale**

Le CPS a présenté un rapport sur le résultat d'un test de faisabilité relatif à l'instauration de la coordination ex ante d'importantes réformes sociales. Cette coordination est organisée à l'instar de la coordination ex ante des importantes réformes économiques conduites par le Comité de politique économique (CPE). L'objectif est de discuter de la mise en place de réformes nationales importantes au niveau de l'UE avant la prise de décision finale, et de veiller à ce que les éventuelles retombées de ces réformes sur d'autres pays de la zone Euro soient prises en compte au plus tôt dans le processus décisionnel.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

## **5 e-Health**

### ➤ **Réseau e-Health : plan de travail pluriannuel**

Le Réseau e-Health a adopté son plan de travail pluriannuel 2015-2018.

Les activités proposées portent sur :

- l'interopérabilité et la standardisation
- l'échange de connaissances
- le suivi et l'évaluation de l'implémentation
- la collaboration et le positionnement mondial

DOC [EN](#) PDF

### ➤ **Commission européenne : normes techniques pour les utilisateurs de la technologie RFID**

La Commission européenne a adopté de nouvelles normes techniques, qui permettront aux utilisateurs de puces intelligentes et de systèmes d'identification par radiofréquence (RFID) de respecter les règles de l'UE en matière de protection des données. L'utilisation de la technologie RFID est en pleine expansion dans le secteur des soins de santé.

DOC [EN/FR](#) HTML

## 6 Politique économique

---

### Commission européenne : proposition de recommandations par pays (CSRs)

Dans le cadre du semestre européen pour la coordination des politiques économiques, la Commission européenne a présenté des recommandations, partant d'une analyse de la situation par pays. Quinze États membres ont reçu une recommandation en vue de réformer dans un souci de réduction de la dette publique leur système de soins de santé. Trois de ces États membres ont été encouragés à également améliorer l'accès aux soins.

DOC 1 [EN/NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML | DOC 3 [EN](#) PDF

### Conseil européen : approbation des recommandations par pays

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne réunis au sein du Conseil européen ont approuvé les recommandations proposées par la Commission, moyennant quelques modifications.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

### Conseil : adoption des recommandations par pays

Le Conseil des ministres des Finances a adopté officiellement les versions finales et parfois modifiées de ces recommandations. Pour pouvoir modifier la proposition de la Commission, le Conseil doit clarifier son point de vue et la modification doit être adoptée à une majorité qualifiée.

Les États membres sont supposés exécuter ces mesures lors de l'élaboration de leur budget et de réformes structurelles. Le Conseil et la Commission européenne veilleront au suivi de l'implémentation et entreprendront, au besoin, les actions nécessaires.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) PDF | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF | DOC 3 [EN/FR/NL](#) HTML

### Parlement européen : implémentation limitée des recommandations

Une étude du Parlement européen révèle que les États membres ont consenti peu d'efforts pour implémenter les recommandations de 2011 et 2012.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

### Commission européenne : quatrième révision du programme d'ajustement économique pour Chypre

Ce rapport évalue également la mise en œuvre des réformes du système des soins de santé que Chypre s'est engagée à mettre en œuvre à l'égard de la Troïka.

DOC [EN](#) HTML

### Task force pour la Grèce : septième rapport d'activités

La Task force pour la Grèce de la Commission européenne a publié aujourd'hui son septième rapport d'activités sur les réformes que la Grèce doit mettre en place. La réforme du système des soins de santé en constitue un élément important.

DOC [EN](#) HTML

## 7 Cour de Justice de l'Union européenne

---

### Arrêt : les termes « lieu de résidence » et « lieu de séjour » dans le Règlement portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale



L'affaire C-255/13 traite de questions relatives aux termes « lieu de résidence » et « lieu de séjour » repris dans le règlement (EG) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. L'arrêt stipule que lorsqu'un ressortissant de l'Union, qui résidait dans un premier État membre, est atteint d'une affection grave et soudaine lors de vacances dans un second État membre et qu'il est contraint de demeurer durant onze années dans cet État du fait de cette maladie et de la disponibilité de soins médicaux spécialisés à proximité du lieu où il habite, ce ressortissant doit être considéré comme «séjournant» dans ce dernier État membre, alors que le centre habituel de ses intérêts se situe dans le premier État membre.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

#### ➤ **Arrêt : les produits à base de plantes aromatiques et de cannabinoïdes ne sont pas des médicaments**

Dans les affaires conjointes C-358/13 et C-181/14, la Cour stipule que les substances qui produisent des effets se limitant à une simple modification des fonctions physiologiques, sans entraîner d'amélioration directe ou indirecte de la santé humaine, et qui sont consommées uniquement afin de provoquer un état d'ébriété et sont, en cela, nocives pour la santé humaine, ne relèvent pas de la législation européenne relative aux médicaments.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

#### ➤ **Arrêt : exception « in house » sur l'application des règles EU en matière de marchés publics**

Lorsque l'attributaire d'un marché public est une association d'utilité publique sans but lucratif qui, lors de l'attribution de ce marché, compte parmi ses sociétaires non seulement des entités relevant du secteur public, mais également des institutions privées de solidarité sociale exerçant des activités sans but lucratif, les conditions permettant de considérer l'attribution d'un marché public comme une opération «in house», ne sont pas remplies, de sorte que la directive 2004/18 doit être appliquée.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

#### ➤ **Arrêt : application de la directive sur les pratiques commerciales déloyales aux titulaires d'une profession libérale, aux dentistes et aux kinésithérapeutes**

Dans l'arrêt C-421/12, la Cour condamne la Belgique au motif qu' en excluant les titulaires d'une profession libérale, les dentistes et les kinésithérapeutes du champ d'application de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, elle n'a pas correctement transposé la directive européenne relative aux pratiques commerciales déloyales (2005/29/EG) en droit belge.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

#### ➤ **Conclusions de l'avocat général : régime de responsabilité relatif aux médicaments**

Dans l'affaire C-310/13, la Cour est saisie de questions relatives à la conformité d'un régime de responsabilité national relatif aux médicaments avec le régime de responsabilité spécial prévu par la directive européenne en matière de responsabilité du fait des produits défectueux (85/374/EG). Selon l'avocat général, les droits des victimes allant au-delà du niveau de protection découlant des dispositions de la directive, ils ne peuvent être conservés qu'à la condition que ces droits aient déjà existé au moment de la notification de la directive. La directive précitée ne s'oppose pas à ce qu'un État membre introduise, dans son régime de responsabilité national, un dispositif destiné à faciliter l'administration de la preuve par la personne lésée, tel que le droit à l'obtention de renseignements sur les effets secondaires des médicaments.

DOC [NL/FR](#) HTML

#### ➤ **Conclusions de l'avocat général : droit de bénéficiaire, à l'étranger, de soins de santé figurant parmi l'ensemble de prestations couvertes mais non disponibles dans le pays propre**

Dans l'affaire C-268/13 (Petru), l'avocat général estime qu'en vertu du règlement n° 1408/71, l'État membre est tenu d'autoriser la fourniture d'un service médical dans un autre État membre de l'Union, lorsque la prestation du service concerné figurant parmi l'ensemble de

prestations couvertes, ne peut être assurée sur son territoire en raison d'une déficience ponctuelle et transitoire de ses établissements hospitaliers.

DOC 1 [NL/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

#### ➤ **Conclusions de l'avocat général : la notion d'embryons humains**

Dans l'affaire C-364/13 (Petru), selon l'avocat général, les ovules humains non fécondés qui sont induits à se diviser et à se développer, ne peuvent être considérés comme embryons humains tant qu'ils ne disposent pas de la capacité intrinsèque de se développer en un être humain.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [FR](#) - [EN](#) PDF

#### ➤ **Conclusions de l'avocat général : exclusion des homosexuels des dons du sang**

Dans l'affaire C-528/13, l'avocat général estime que le seul fait pour un homme d'avoir des rapports sexuels avec un autre homme n'est pas, en soi, constitutif d'un comportement exposant à un risque élevé de contracter des maladies infectieuses graves transmissibles par le sang.

En excluant de manière définitive du don de sang les homosexuels, la réglementation française introduit une évidente discrimination indirecte non fondée.

DOC 1 [FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

## 8 Concurrence

#### ➤ **Commission européenne : amende infligée à Servier et à cinq fabricants de médicaments génériques**

La Commission a infligé des amendes pour un montant total de 427,7 millions d'euros à la firme pharmaceutique française Servier et à cinq fabricants de médicaments génériques pour avoir conclu une série d'accords en vue de freiner l'entrée sur le marché de versions moins chères d'un médicament cardiovasculaire.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

#### ➤ **Commission européenne : enquête sur les accords en matière de fixation des prix entre les fabricants de médicaments génériques**

La Commission européenne a clos l'enquête relative aux accords faussant la concurrence entre les fabricants français de génériques. L'enquête portait sur la coordination présumée entre les fabricants, avant la négociation avec l'autorité française qui fixe les prix.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML

#### ➤ **Commission européenne : reprise du groupe Het Gastenhuis par Amvest Vastgoed B.V.**

La Commission européenne a approuvé le projet par lequel l'entreprise Amvest Vastgoed BV, contrôlée par PGGM NV et AEGON NV, et l'entreprise NPM Capital NV, contrôlée par SHV Holdings NV (une entreprise familiale néerlandaise), acquièrent le contrôle en commun de l'entreprise Het Gastenhuis BV chargée d'offrir des soins à des personnes âgées. Toutes les entreprises concernées sont établies aux Pays-Bas.

DOC [EN](#) HTML

#### ➤ **Commission européenne : acquisition de l'entreprise Independent Clinical Services Group Limited (ICS) par TowerBrook Investors Limited**

La Commission européenne a approuvé le projet par lequel l'entreprise Towerbrook Investors Ltd (Îles Caïmans) acquiert le contrôle de l'ensemble de l'entreprise Independent Clinical Services Group Ltd (Royaume-Uni). ICS fournit du personnel et des services dans les domaines de la santé, des sciences de la vie et de l'aide sociale au secteur de la santé au

Royaume-Uni.

DOC [EN](#) HTML

### Commission européenne : projet d'entreprise commune entre Allergopharma, Stallergenes et LETI

La Commission européenne a approuvé la création d'une entreprise commune entre Allergopharma GmbH & Co. KG (Allemagne), Stallergenes S.A. (France) et l'entreprise Laboratorios LETI, S.L. Unipersonal (Espagne). Toutes ces entreprises sont spécialisées dans le diagnostic et le traitement des allergies.

DOC [EN](#) HTML

### Commission européenne : projet d'entreprise commune entre Fresenius SE & Co. KGaA et Sistema JSFC

La Commission européenne a approuvé la création d'une entreprise commune entre Fresenius SE & Co. KGaA (Allemagne) et Sistema JSFC (Russie). L'entreprise commune assurera la production et la distribution des médicaments.

DOC [EN](#) HTML

### Commission européenne : reprise de GHD par Nordic Capital

La Commission européenne a approuvé le projet par lequel l'entreprise Nordic Capital Fund VIII (Jersey), appartenant à Nordic Capital Funds, acquiert le contrôle de l'entreprise GHD Verwaltung Gesundheits GmbH. GHD est active sur le marché des médicaments et des dispositifs médicaux.

Nordic Capital est un fond d'investissement privé.

DOC [EN](#) HTML

### Commission européenne : reprise de EdRCP par Bridgepoint

La Commission européenne a approuvé le projet par lequel Bridgepoint Advisers Group Limited (Royaume-Uni) acquiert l'entreprise Edmond de Rothschild Capital Partners (EdRCP) (France). Les deux entreprises sont des fonds d'investissement actifs dans plusieurs secteurs, dont celui des soins dentaires.

DOC [EN](#) HTML

### Estonie : transparence dans le financement des prestations médicales

L'autorité de la concurrence estonienne a adressé une recommandation au ministère des affaires sociales en vue d'amender la loi sur l'assurance maladie. Elle propose d'appliquer des critères clairs et transparents dans le cadre du financement des établissements.

DOC [EN](#) PDF

### Irlande : engagement pris par l'Organisation médicale irlandaise (IMO) à l'égard du Tribunal Supérieur

L'IMO s'est engagée envers le Tribunal supérieur irlandais à ne pas recommander le boycott collectif ou le retrait des services à ses membres mais à les encourager à décider personnellement et non collectivement s'ils souhaitent participer ou non aux services de médecins généralistes financés par le secteur public.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

### Royaume-Uni : renforcement de la concurrence dans le secteur privé des soins de santé

L'Autorité de la concurrence et des marchés britannique (CMA) a publié un rapport contenant des mesures en vue d'améliorer la concurrence sur le marché des soins de santé privés. L'autorité a signalé notamment que les incitants encourageant les médecins à renvoyer leurs patients vers des prestataires de soins privés peuvent entraîner des renvois non dictés par le prix ou la qualité.

DOC [EN](#) PDF

### ➤ **Chypre : étude sur la vente d'un capteur de glucose sanguin aux distributeurs et aux services publics**

La Commission pour la protection de la concurrence chypriote a effectué des descentes dans l'entreprise Panicos Theo Hadjigeorgiou & Co Ltd, à la suite d'une enquête d'office portant sur les conditions et les prix relatifs à la fourniture de dispositifs et des bandelettes de contrôle du glucose aux distributeurs pharmaceutiques et organismes publics.

DOC [EN](#) HTML

### ➤ **Royaume-Uni : approbation quant à la reprise d'hôpitaux**

L'autorité de la concurrence du Royaume-Uni a approuvé la reprise des hôpitaux Heatherwood et Wexham Park Hospitals NHS Foundation Trust par Frimley Park Hospital NHS Foundation Trust.

DOC [EN](#) HTML

## 9 Procédures d'infraction

---

### ➤ **Irlande : octroi d'une allocation pour garde en cas de séjour dans un autre État membre**

La Commission européenne a demandé à l'Irlande de garantir l'obtention de l'allocation pour garde aux personnes habilitées à la recevoir, en application du droit irlandais en matière de sécurité sociale, même si elles résident dans un autre État membre.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

### ➤ **Douze États membres : transposition de la directive sur les soins transfrontaliers**

La Commission a formellement demandé à la Belgique, à la Bulgarie, à l'Allemagne, à l'Estonie, à l'Irlande, à la Grèce, à la France, au Luxembourg, à l'Autriche, à la Pologne, à la Finlande et au Royaume-Uni de l'informer de la transposition intégrale de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers (2011/24/EU) dans leur droit national.

Selon la Commission, l'Irlande et le Luxembourg ne l'ont informée d'aucune mesure de transposition de la directive, alors que les autres États membres ont partiellement transposé la directive.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

### ➤ **Belgique, Irlande, Luxembourg et Portugal : reconnaissance transfrontalière des prescriptions médicales**

La Commission européenne a envoyé une demande formelle à la Belgique, à l'Irlande, au Luxembourg et au Portugal pour garantir la mise en œuvre intégrale des dispositions de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers définissant des mesures propres à faciliter la reconnaissance transfrontalière des prescriptions médicales.

DOC [EN/NL/FR](#) HTML

## 10 Divers

---

### ➤ **Fonds structurels et d'investissement européen (ESI) : accords de partenariat**

La Commission européenne et les États membres ont conclu pour la première fois des accords de partenariat sur l'usage des ressources des fonds ESI. Pour certains États membres, ces accords impliquent également la mise en œuvre de réformes dans le secteur

de la santé visant notamment à faciliter la désinstitutionnalisation.

DOC [EN](#) HTML

#### 🔵 **Belgique : rapport annuel de l'Observatoire de la mobilité des patients**

L'Observatoire de la mobilité des patients, qui contrôle l'afflux de patients étrangers dans les hôpitaux belges, a publié son rapport annuel pour 2013. De 2009 à 2011, le nombre de séjours de patients non-résidents dans les hôpitaux belges s'élevait à 1,5 %, un pourcentage resté stable si on le compare aux années précédentes.

DOC [FR/NL](#) HTML

#### 🔵 **Commission européenne : services de soins de santé relevant du champ d'application du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP):**

Dans une lettre adressée au groupe parlementaire britannique sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, le négociateur principal européen, Ignacio Garcia Bercero, déclare qu'en principe, les services de santé tombent sous le champ d'application des négociations TTIP, mais que l'on peut veiller à ce que les États membres conservent le droit de gérer leur systèmes de santé. Il assure notamment que les propositions de règlement de contentieux entre l'État et les investisseurs ne toucheront pas au droit du pouvoir public à réguler les soins de santé publics.

DOC [EN](#) PDF

#### 🔵 **Commission européenne : état d'avancement des négociations TTIP**

La Commission européenne a publié un document présentant l'état d'avancement des négociations TTIP à l'issue du 6e tour. Concernant l'accès au marché, différentes mesures de libéralisation ont été examinées, dont celles relatives aux marchés publics et aux investissements. Des discussions exploratoires ont également été menées au sujet de la libéralisation des services professionnels. En matière de régulation, la discussion a porté sur les médicaments, les dispositifs médicaux et l'e-Health.

DOC [EN](#) PDF

#### 🔵 **TTIP : mise en garde de groupes d'action quant au caractère irréversible de la privatisation du système des soins de santé britannique**

Des syndicats et groupes d'action britanniques organisent une campagne de mise en garde nationale quant aux dangers liés à un TTIP pour le secteur de la santé. Ils mettent en garde quant au fait que le TTIP risque de rendre la privatisation planifiée du système des soins de santé britannique irréversible.

DOC [EN](#) HTML

#### 🔵 **TTIP : demande d'une coalition d'ONG du secteur de la santé en vue d'exclure le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS)**

Une coalition d'ONG européennes et américaines active dans le domaine de la santé demande d'exclure le mécanisme ISDS des négociations TTIP. Elle met en garde contre le risque que les firmes pharmaceutiques puissent engager des poursuites contre les États membres de l'UE qui prennent des mesures visant à améliorer l'accès aux médicaments ou à exclure des processus de remboursements moins efficaces.

DOC [EN](#) PDF

#### 🔵 **L'Accord sur le commerce des services (TISA-ACS) : mise en garde des Verts quant à l'impact sur les services publics**

Un nouveau tour de négociations du TISA (Trade In Services Agreement) a récemment démarré. Suite à la fuite de documents classés confidentiels, la fraction verte du Parlement européen fait une mise en garde quant à l'impact éventuel d'un accord similaire sur la libéralisation des services publics, dont les services de santé.

DOC [EN](#) HTML

### ➤ **DRESS (France) : rapport sur les dépenses de protection sociale en Europe**

Le rapport, établi par le service d'étude du ministère français des affaires sociales, relève une inflexion de la croissance des dépenses de protection sociale pendant la crise. Il pointe le fait que ce sont surtout les dépenses de santé qui sont les plus touchées.

DOC 1 [FR](#) PDF | DOC 2 [FR](#) HTML

### ➤ **Règlement de l'UE sur la protection des données : inquiétude de la Société européenne pour l'oncologie médicale (ESMO) quant à l'avenir de la recherche sur le cancer**

La Société européenne pour l'oncologie médicale (ESMO) a exprimé ses inquiétudes quant au fait que le Règlement européen de protection des données proposé, et plus particulièrement la disposition requérant l'accord explicite et spécifique du patient quant à l'utilisation de ces données, puisse entraver la recherche contre le cancer.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

### ➤ **OCDE : statistiques sur la santé 2014**

La base de données statistiques de l'OCDE sur la santé 2014 montre que les dépenses de santé ont recommencé à augmenter, après avoir stagné, voir reculé dans de nombreux pays de l'OCDE pendant la crise, mais à un rythme qui reste bien inférieur au taux avant la crise, surtout en Europe.

DOC [EN/FR](#) HTML

### ➤ **Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe: l'accès universel aux soins de santé compromis par la crise**

Selon le commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Mr. Nils Muižnieks, l'accès universel aux soins de santé est compromis par la crise économique et ce malgré le fait que le droit à la santé est garanti par des instruments internationaux et européens relatifs aux droits de l'homme. Selon lui, les effets extrêmes des économies budgétaires sur l'accessibilité des soins de santé pourraient être contestés devant la Cour.

DOC [EN](#) HTML

## **Brèves sur les soins de santé en Europe**

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),  
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten et Dalila Ghailani

[baeten@ose.be](mailto:baeten@ose.be)

[www.ose.be](http://www.ose.be)

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

[www.ose.be/health\\_newsletter/](http://www.ose.be/health_newsletter/)